

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGT-TROISIÈME SESSION

Documents officiels



SIXIÈME COMMISSION, 1094^e
SÉANCE

Jeudi 12 décembre 1968,
à 15 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 87 de l'ordre du jour:

Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies: rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (suite)

Page

1

Président: M. K. Krishna RAO (Inde).

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies: rapport du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats (suite) [A/7326]

1. M. PRANDLER (Hongrie) dit que la comparaison des résultats obtenus par le Comité spécial en 1968 avec ce qu'il avait accompli aux trois sessions précédentes a fait regretter à de nombreuses délégations qu'il ne soit pas parvenu à formuler un seul principe en 1968. S'il est vrai que les travaux paraissent avoir peu avancé en 1968, la délégation hongroise estime que le Comité spécial et, tout particulièrement, son comité de rédaction, ont mis à leur actif de réels progrès en ce qui concerne la formulation du principe que les Etats s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

2. Un accord est maintenant acquis en ce qui concerne l'énoncé de l'interdiction générale de l'emploi de la force. En fait, cet énoncé avait été élaboré à la session de 1967 et il avait reçu l'approbation d'un groupe de travail officieux, mais c'est un texte amélioré et élargi qui a été adopté par le Comité de rédaction et approuvé par le Comité spécial en 1968. Des progrès encore plus importants ont été réalisés en ce qui concerne les conséquences et corollaires de l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force. L'accord s'est fait non seulement sur la proposition selon laquelle "une guerre d'agression constitue un crime contre la paix qui engage la responsabilité en vertu du droit international", mais aussi sur la proposition, longuement débattue, que, "conformément aux buts et principes des Nations Unies, les Etats ont le devoir de s'abstenir de propagande en faveur des guerres d'agression". La délé-

gation hongroise constate avec plaisir que cet accord a été rendu possible par une attitude plus conciliante d'un certain nombre de délégations qui s'étaient jusque-là opposées résolument à l'inclusion d'une mention du problème de la propagande de guerre. Cette attitude plus souple est due à la constatation que, comme le représentant du Royaume-Uni l'a déclaré devant le Comité spécial, "le but principal de l'Organisation des Nations Unies ... étant de maintenir la paix et la sécurité internationales, les Etats eux-mêmes avaient le devoir de s'abstenir de toute propagande en faveur des guerres d'agression" (voir A/7326, par. 119). Sans vouloir surestimer l'importance de ce changement d'attitude, la délégation hongroise espère que l'adoption d'un point de vue plus conciliant par les délégations en cause présage de nouveaux progrès décisifs dans la formulation des sept principes de droit international. Enfin, la délégation hongroise a noté avec satisfaction que l'accord s'est également fait sur la formule établissant que "les Etats ont le devoir de s'abstenir d'actes de représailles impliquant l'emploi de la force". Certes, elle aurait préféré un énoncé plus clair, car la formule actuelle laisse en suspens le problème depuis longtemps controversé de savoir si un tel libellé implique ou non l'interdiction des représailles qui ne comprennent pas l'emploi de la force armée, mais elle estime que cette formule a beaucoup de valeur sur le plan pratique.

3. On peut également faire état de progrès incontestables dans d'autres domaines, notamment en ce qui concerne la question de l'organisation de bandes armées et l'incitation à la guerre civile et aux actes de terrorisme. M. Prandler estime, comme l'a fait le représentant de la Tchécoslovaquie (1086^{ème} séance), que les deux dispositions pertinentes devraient être comprises dans l'énoncé du principe de la non-intervention plutôt que dans celui de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force pour des raisons à la fois de fond et de méthodologie, mais il ne voit pas d'objection à ce qu'elles soient incluses dans les deux principes.

4. Quoi qu'il en soit, il reste à résoudre un certain nombre de problèmes. La délégation hongroise regrette que l'on n'ait fait aucun progrès pour ce qui est de la question de la force armée ou des mesures répressives contre les peuples coloniaux, de la situation des territoires sous régime colonial et des obligations imposées par la Charte en ce qui concerne les territoires dépendants. L'établissement d'un accord sur ces points est entravé par un petit nombre de délégations auxquelles il n'est pas encore possible d'accepter les dernières conséquences, notamment juridiques, de la décolonisation. Les arguments de ces délégations, qui sont fondés en particulier sur l'inter-

prétation des Chapitres XI et XII de la Charte des Nations Unies, ne font que donner un réconfort aux régimes racistes de l'Afrique australe.

5. La délégation hongroise regrette également que l'on n'ait fait aucun progrès dans la voie d'une formulation du principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples. Elle est entièrement d'accord avec les délégations qui ont pressé le Comité spécial de chercher à obtenir un accord sur ce principe en se fondant sur les propositions déjà présentées.

6. La délégation hongroise a l'espoir que le projet de résolution dont l'élaboration se poursuit par voie de consultations officieuses contiendra une recommandation tendant à ce que le Comité spécial accorde la priorité aux deux principes dont l'examen est en cours, à savoir celui de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force et celui de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples et à ce qu'il s'efforce également d'achever la formulation de tous les principes. Elle espère en outre qu'il sera possible de marquer le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies par l'adoption définitive d'une déclaration relative aux sept principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. M. Prandler fait appel aux membres du Comité spécial pour qu'ils s'emploient de leur mieux à répondre à cette attente, ce qui constituerait une contribution importante au développement progressif et à la codification du droit international.

7. M. DADZIE (Ghana) regrette que la Commission ait adopté en 1962, à titre de compromis, le libellé "Examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies", proposé par les délégations du Chili, du Dahomey, des Etats-Unis d'Amérique, de la Grèce, de l'Irlande, du Japon, du Pakistan et de la Turquie, plutôt que la formule "Examen des principes du droit international touchant la coexistence pacifique des Etats", proposée par les délégations de l'Afghanistan, du Cambodge, de Ceylan, du Ghana, de l'Indonésie, de l'Irak, de la Libye, du Mali, de la République arabe unie, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie^{1/}. Si la résolution 1815 (XVII) de l'Assemblée générale n'avait pas été adoptée en pleine guerre froide, ce qui a influé sur l'attitude adoptée par la Sixième Commission au sujet des mots "coexistence pacifique", les résultats des travaux auraient pu être très différents.

8. Le représentant du Ghana voudrait compléter l'exposé des raisons de l'adoption de la résolution 1815 (XVII) de l'Assemblée générale, qui a été donné par le représentant des Etats-Unis (1091^e séance), par des explications supplémentaires. Les grandes nations, dans le monde contemporain, intimident et menacent les petits pays et interviennent dans leurs affaires intérieures, certaines personnes en méprisent d'autres en raison de leur race, de la couleur de leur peau ou de leur religion, et des pays sont maintenus par d'autres dans un état de subordination

malgré les nombreuses résolutions de l'Assemblée générale. Les peuples autochtones de l'Afrique du Sud souffrent des effets de la cruelle politique d'apartheid pratiquée par les immigrants afrikanders, la population autochtone de Namibie subit les pires exemples de discrimination raciale et de travail forcé et les habitants de la Rhodésie du Sud, qui aspirent ardemment à une liberté qui leur appartient de droit, sont assassinés par la minorité de colons au pouvoir. Certaines nations rivalisent les unes avec les autres pour produire les armes les plus meurtrières que le monde ait jamais connues, au lieu de s'efforcer de satisfaire aux exigences de la paix. De tels exemples montrent qu'il reste encore à l'homme à apprendre à coexister, sans parler même de coopérer, avec son prochain. On ne saurait donc trop souligner la nécessité d'énoncer les principes de droit international qui peuvent rapprocher l'humanité d'un tel concept, qui permet seul d'espérer en son avenir.

9. Durant les débats qui ont fait suite à la détermination des sept principes se prêtant au développement progressif et à la codification, des délégations ont soutenu qu'il n'était pas nécessaire d'énoncer de nouveau des principes qui étaient déjà établis par la Charte. Pourtant, si la Charte avait été parfaite, durant les 17 années qui ont précédé l'adoption de la résolution 1815 (XVII), il n'aurait pas été nécessaire que l'Assemblée générale adopte la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui constituent toutes des déclarations de principes proclamés par la Charte. La nécessité d'une étude et d'une codification des sept principes considérés s'est imposée, notamment, parce que les principes proclamés par la Charte donnaient lieu à diverses interprétations, les Etats ayant besoin d'un prétexte pour se livrer à des actes illégaux et les nations étant encore incapables de vivre en paix entre elles et de conjuguer leurs forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales. De plus, la Charte a été affaiblie par bon nombre de ses propres dispositions, y compris celles touchant le droit de veto.

10. Etant donné que les vues du Ghana sur les sept principes considérés sont déjà bien connues, M. Dadzie se bornera à ajouter une ou deux observations. On ne saurait trop souligner la nécessité de régler les différends internationaux par des moyens pacifiques. La menace ou l'emploi de la force, intervenant soit dans la conduite des relations internationales, soit dans le règlement des différends, fait courir au monde le risque d'une guerre nucléaire et place l'humanité sous la menace d'un quasi-anéantissement.

11. Le problème que pose l'assujettissement des peuples à la domination étrangère, déploré par toutes les nations éprises de liberté, a été étudié avec beaucoup d'attention par l'Organisation des Nations Unies. La résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, qui constitue un monument du droit des Nations Unies, fournit, notamment dans le deuxième alinéa de son préambule et au paragraphe 2 de son dispositif, le libellé exact du principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples. Aucune expression du droit en la matière ne saurait être plus appro-

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes, point 75 de l'ordre du jour, document A/5192, par. 5 à 8.

prisée; cependant, le principe en question est encore à ce jour négligé par certaines puissances coloniales.

12. A une époque où la souveraineté et l'intégrité territoriale des petits pays se trouvent mises en cause plus qu'elles ne l'ont jamais été et où toutes les nations, grandes et petites, doivent apprendre à coexister et à coopérer pour ne pas aller au devant de conséquences trop redoutables pour que l'on puisse les envisager, il est plus que jamais nécessaire de mettre l'accent sur l'obligation de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres Etats.

13. La délégation ghanéenne est satisfaite des progrès qui ont déjà été accomplis par le Comité spécial et, en particulier, de l'accord obtenu sur un énoncé de l'interdiction générale du recours à la force qui exprime l'idée que le recours à la menace ou à l'emploi de la force ne doit jamais être utilisé comme moyen de règlement des différends internationaux. Elle se félicite en outre de l'accord réalisé sur les libellés relatifs aux guerres d'agression, à la responsabilité découlant des guerres d'agression et des guerres de propagande, aux actes de représailles, à l'organisation de bandes armées, aux mesures tendant à rendre le système de sécurité des Nations Unies plus efficace, à l'emploi de la force dans les différends territoriaux et à propos de problèmes de frontière ainsi qu'au devoir des Etats de s'abstenir de participer à une guerre civile ou à des actes de terrorisme dans d'autres Etats. Elle se félicite en outre de l'accord obtenu à la session de 1967 sur l'inclusion du concept de désarmement général et complet sous un contrôle efficace en tant que corollaire du principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, ainsi que de la recommandation tendant à ce que les Etats s'efforcent d'adopter des mesures propres à réduire la tension internationale et à renforcer la confiance entre les Etats^{2/}.

14. La délégation ghanéenne a l'espoir que le Comité spécial poursuivra ses efforts en vue d'arriver à un accord sur les questions relatives à l'occupation militaire et à la non-reconnaissance des situations résultant de la menace ou de l'emploi illégal de la force, à l'emploi de la force armée ou de mesures de répression contre des peuples coloniaux, à la situation des territoires sous régime colonial, aux obligations imposées par la Charte en ce qui concerne les territoires dépendants, aux pressions d'ordre économique, politique ou autres ainsi qu'à l'emploi de la force par les peuples des territoires dépendants en légitime défense contre la domination coloniale dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination, comme constituant un emploi licite de la force en vertu de la Charte.

15. La délégation ghanéenne est convaincue que le Comité spécial doit poursuivre les progrès qu'il a réalisés à sa session de 1968 au sujet du principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, qu'il doit achever la formulation du principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples et que, s'il en a le temps, il devra s'occuper des autres principes. Elle donnera donc son appui à

un projet de résolution allant en ce sens, que les autres principes en question y soient ou non mentionnés. Etant donné que le Comité spécial peut certainement, selon elle, accomplir une œuvre encore plus utile dans les années à venir, elle voudrait donner son adhésion à une proposition tendant à ce que la durée de la prochaine session du Comité soit portée à cinq semaines au moins.

16. M. ANDRIAMISEZA (Madagascar) dit que le rapport examiné est excellent et qu'il montre que, bien que les résultats de la session de 1968 du Comité spécial n'aient pas été entièrement satisfaisants, les progrès enregistrés en 1968 ont été supérieurs à ceux qui avaient été réalisés en 1967, notamment pour ce qui est du principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force. A l'origine de ces progrès, il y a eu un certain nombre de facteurs, notamment les contacts pris entre les sessions par les membres du Comité spécial, l'attitude plus souple adoptée par toutes les délégations et leur volonté commune d'aboutir. Des zones d'accord plus larges ont été définies en dépit des divergences d'opinion qui ont continué à se manifester sur des questions aussi importantes que celles des lignes internationales de démarcation, de la légitime défense, de la définition du terme "force" et de l'emploi licite de la force, questions qui exigent toutes une étude approfondie.

17. Les vues de la délégation malgache sont connues puisqu'elle est membre du Comité spécial et a été coauteur de certaines des propositions qui ont été soumises au Comité. Toutefois, M. Andriamiseza voudrait présenter quelques observations supplémentaires. En ce qui concerne le principe de l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force, il est regrettable qu'aucun progrès n'ait été réalisé pour ce qui est de la non-reconnaissance des situations créées par la menace ou l'emploi de la force, que la délégation malgache considère comme un corollaire logique du principe général qui a déjà fait l'objet d'un accord. Le représentant de Madagascar espère que toutes les délégations comprendront que si l'on ne trouve pas une formulation acceptable de ce corollaire, certains Etats pourraient être incités à recourir à la force. A cet égard, sa délégation aurait des réserves à faire au sujet de toute formulation qui admettrait implicitement que les pays colonisés font partie du territoire de la puissance coloniale.

18. Il n'y a eu d'accord sur le principe de l'égalité de droits et d'autodétermination des peuples ni à la session de 1968 ni, du reste, au cours des sessions précédentes, en raison surtout de la brièveté du temps imparti à son examen. Aussi la délégation malgache exprime-t-elle l'espoir que le Comité spécial consacrera davantage de temps à ce principe à sa session suivante car un énoncé commun relatif à l'autodétermination, que Madagascar a toujours considéré comme un droit inaliénable de tous les peuples, aurait une valeur inestimable pour ceux qui se trouvent encore sous domination coloniale. A sa session suivante, le Comité spécial devra également examiner le principe de la non-intervention et s'efforcer d'élargir la portée de l'accord déjà exprimé.

19. Le représentant de Madagascar dit que son pays attache la plus grande importance aux principes étudiés par le Comité spécial, comme le prouve le fait

^{2/} Ibid., vingt-deuxième session, Annexes, point 87 de l'ordre du jour, document A/6799, par. 107.

qu'il avait demandé l'inscription à l'ordre du jour de la vingtième session de l'Assemblée générale du point 94, demande d'inscription dont le Comité spécial a été prié de tenir compte par la résolution 2103 B (XX) de l'Assemblée. En conséquence, la délégation malgache appuiera tout projet de résolution qui tendra à proroger le mandat du Comité spécial; elle est persuadée que celui-ci verra en définitive ses efforts couronnés de succès.

20. Mme KELLY DE GUIBOURG (Argentine) dit que l'énoncé définitif du principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force devra préciser que le terme "force" désigne exclusivement la force armée. Les pressions économiques ou politiques, que sa délégation condamne énergiquement, pourraient faire l'objet d'une réglementation particulière visant à atténuer leurs répercussions sur la vie de la communauté internationale. En outre, l'énoncé définitif du principe devra proclamer l'inviolabilité du territoire des Etats et le corollaire de cette inviolabilité — à savoir que le territoire d'un Etat ne saurait faire l'objet d'une occupation militaire ni d'autres mesures de force pour quelque motif que ce soit, ne serait-ce qu'à titre temporaire, et que les acquisitions territoriales ou les avantages obtenus par l'emploi de la force ou d'autres formes de coercition ne sauraient être reconnus de quelque manière que ce soit. L'énoncé définitif sera incomplet s'il ne tient pas compte de ces considérations et il faut espérer que le Comité spécial sera en mesure de parvenir à un accord sur ces points à sa session suivante, en prenant comme point de départ la formule qui a été proposée comme base de discussion au Comité de rédaction.

21. La délégation argentine est fermement convaincue que tous les Etats doivent s'abstenir d'organiser des forces irrégulières en vue d'attaquer d'autres Etats et d'encourager, sous quelque forme que ce soit, des activités subversives ou terroristes destinées à changer par la violence le régime d'un autre Etat. Ces activités équivalent à une intervention et sont donc prohibées par le paragraphe 2 de la Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté que l'on trouve dans la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale. Cependant, étant donné que ces activités impliquent également l'emploi de la force armée, il conviendrait de s'y référer dans l'énoncé du principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force.

22. Il faut espérer qu'à sa session suivante, le Comité spécial pourra achever ses travaux sur le principe de l'interdiction de l'emploi de la force et sur le principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples. Il pourra alors, peut-être en 1970, se pencher sur le problème de la forme définitive à donner à la Déclaration sur les sept principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats.

23. Le Comité spécial devra également trancher la question de savoir s'il convient d'inclure dans la Déclaration d'autres propositions compatibles avec la résolution 2131 (XX) de l'Assemblée générale, en vue d'élargir la portée de l'accord déjà exprimé sur le

principe concernant le devoir de ne pas intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale des Etats. La délégation argentine estime que le nouveau mandat que l'on pourra décider de confier au Comité spécial ne devra pas affecter la décision prise par le Comité spécial à sa session de 1966^{3/} et par l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session, aux termes de sa résolution 2327 (XXII), concernant la valeur et la nature de la résolution 2131 (XX). Cette résolution, qui a été adoptée sans opposition, représente l'énoncé le plus complet du principe de la non-intervention. Il convient que le Comité spécial ne remette pas en cause les résultats déjà obtenus et ne limite pas la portée de l'accord exprimé dans la résolution mais l'élargisse comme le demandent les résolutions 2181 (XXI) et 2327 (XXII) de l'Assemblée générale.

24. Les résultats positifs que chacun attend du Comité spécial ne seront obtenus que si le comportement international des Etats montre qu'ils ont véritablement l'intention de fonder leurs relations avec les autres sur les principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Les événements récents révèlent de nombreux exemples de violations de l'intégrité territoriale. Les Etats qui franchissent leurs propres frontières et envahissent le territoire d'autres Etats se rendent coupables d'une violation flagrante de l'ordre juridique et ébranlent la confiance placée dans l'efficacité des organisations internationales et dans le règne du droit. Il est essentiel de rétablir le respect des principes de la Charte si l'on ne veut pas que la conscience morale de l'humanité soit mortellement atteinte.

25. M. NACHABEH (Syrie) note que le Comité spécial n'a réalisé que des progrès modestes à sa session de 1968, en partie parce qu'il a disposé de peu de temps mais surtout parce qu'il existe deux conceptions fondamentalement opposées en ce qui concerne l'examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. Selon la première conception, la formulation de ces principes devrait refléter certains changements fondamentaux qui se sont produits dans la vie internationale depuis l'adoption de la Charte, en 1945. Les partisans de la deuxième conception soutiennent qu'il n'est pas possible de tenir compte de la plupart de ces changements parce que les propositions qui les reflètent ont un contenu plus politique que juridique. La délégation syrienne considère qu'il est essentiel de tenir compte de ces changements fondamentaux dans une déclaration émanant de l'Assemblée générale, c'est-à-dire d'un organe essentiellement politique. Elle partage l'opinion exprimée au cours du débat sur la question de la définition de l'agression à la sixième session de l'Assemblée générale par le représentant des Etats-Unis, qui avait déclaré qu' "il est impossible de dissocier les considérations juridiques des facteurs d'ordre politique, économique et social" (voir 280ème séance, par. 17).

26. La délégation syrienne appuie la formulation du principe de l'intégrité territoriale que l'on trouve au point 4 de la proposition des dix puissances (voir A/7326, par. 26) et qui est reprise aux alinéas g et f

^{3/} Ibid., vingt et unième session, Annexes, point 87 de l'ordre du jour, document A/6230, par. 340 et 341.

du point 2 de la proposition des cinq puissances latino-américaines (*ibid.*, par. 27). En conséquence, elle ne saurait accepter des formulations restrictives comme celles que l'on trouve au point 7 du rapport du Comité de rédaction (*ibid.*, par. 111).

27. L'emploi de la force dans l'exercice du droit de légitime défense individuelle ou collective constitue une exception à l'interdiction de l'emploi de la force, mais ce droit ne saurait être invoqué qu'en cas d'agression armée, conformément à l'Article 51 de la Charte. On trouve la même stipulation au point 6 de la proposition des dix puissances et à l'alinéa b du point 3 de la proposition latino-américaine. Toute autre formule qui permettrait d'invoquer le droit de légitime défense pour d'autres motifs — par exemple, pour justifier un expansionnisme par la force armée tel que celui qui est pratiqué actuellement au Moyen-Orient — donnerait lieu à des violations flagrantes du droit international et des dispositions de la Charte, menaçant la paix et la sécurité internationales.

28. L'emploi de la force dans l'exercice du droit à l'autodétermination constitue une autre exception au principe. La délégation syrienne ne saurait accepter l'argument selon lequel cette exception devrait être rejetée parce qu'elle implique le "droit de rébellion interne". L'époque contemporaine a reçu à juste titre le nom d'ère de la décolonisation et un grand nombre de résolutions et de décisions ont proclamé la fin du colonialisme et la légitimité de la lutte des peuples dépendants en vue de venir à bout de ses derniers vestiges.

29. Le représentant de la Syrie renouvelle les réserves exprimées par sa délégation à l'encontre des formules que l'on trouve aux points 5 et 6 du rapport du Comité de rédaction concernant l'organisation de bandes armées et l'incitation à la guerre civile et aux actes de terrorisme (*ibid.*, par. 111). Dans leur libellé actuel, ces formules pourraient être interprétées de façon préjudiciable aux droits des peuples dépendants.

30. Faute de temps, le Comité spécial n'a pu consacrer que trois séances de sa session de 1968 au principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples. Les éléments essentiels d'un énoncé de ce principe sont ceux que l'on trouve dans la proposition des dix puissances (*ibid.*, par. 140). Le Comité spécial devra poursuivre ses travaux sur ce principe, sur celui de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force et sur celui de la non-intervention. En ce qui concerne ce dernier principe, le Comité devra élargir l'accord exprimé dans la résolution 2131 (XX) sur la base de propositions compatibles avec cette résolution et non de propositions comme celles qui ont été présentées au Comité spécial en 1967, qui tendaient à restreindre la portée de cet accord.

31. La tâche du Comité spécial sera facilitée si ses membres procèdent à des consultations avant la session suivante.

32. M. OMBERE (Kenya) déplore que le Comité spécial n'ait pu parvenir à un accord complet sur le principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force. Ce principe, auquel le Kenya

attache une grande importance, prend un relief particulier dans le monde contemporain, où un petit nombre de pays ont une puissance illimitée. Le concept de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, dont l'apparition a résulté de la mise au point de techniques militaires et d'armements mettant en péril l'existence même de l'humanité, a été proclamé solennellement dans les Conventions de La Haye de 1899 et 1907 pour le règlement pacifique des différends internationaux, le principe 7 de la Déclaration de Bandoung de 1955, le chapitre II de la Déclaration de Belgrade, les articles 2 et 3 de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine et le paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies.

33. La délégation kényenne estime que l'interdiction du recours à la menace et à l'emploi de la force devrait englober non seulement la force armée, mais aussi les pressions d'ordre économique, politique ou autre et les activités de forces irrégulières ou de bandes armées opérant contre un Etat à partir de bases se trouvant sur le territoire d'un autre Etat admettant leur présence. Cependant, il conviendrait de faire une distinction nette entre ces activités et certains types d'assistance visant à aider les peuples coloniaux à obtenir leur liberté, les mesures de cette nature n'enfreignant pas le principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force. Le représentant du Kenya rappelle à cet égard que les participants à la Conférence au sommet des Etats africains indépendants de 1963 avaient approuvé des mesures communes tendant à favoriser la libération nationale des peuples coloniaux. En revanche, l'emploi de la force en vue de maintenir la domination coloniale est illicite et doit être prohibé étant donné qu'il est contraire à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Toutefois, la force peut être employée licitement dans certaines circonstances, par exemple par un organisme régional agissant conformément à la Charte des Nations Unies, par des Etats dans l'exercice du droit de légitime défense individuelle ou collective ou dans l'exercice du droit de légitime défense contre la domination coloniale.

34. La délégation kényenne regrette que, faute de temps, le Comité spécial n'ait pas été en mesure de terminer la formulation du principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples, qui est expressément proclamé par le paragraphe 2 de l'Article premier et l'Article 25 de la Charte et implicitement admis par les chapitres XI, XII et XIII de cet instrument. Ce principe a constitué la clef de voûte de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis, de la Révolution française de 1789 et de la révolution socialiste d'Octobre 1917; il constitue maintenant le fondement des activités des mouvements de libération nationale d'Asie et d'Afrique. La délégation kényenne a été au nombre des auteurs d'une proposition relative à ce principe qui a été présenté au Comité spécial (voir A/7326, par. 136). Elle attache une importance particulière aux alinéas b, c, d et e du point 2 de cette proposition et espère que le Comité spécial les prendra en considération dans ses futurs débats.

35. De même, c'est le manque de temps qui a empêché le Comité spécial d'examiner le principe de la non-intervention. Ce principe, qui est proclamé dans

la Charte des Nations Unies ainsi que dans nombre d'autres accords internationaux signés au cours des 150 dernières années, représente un élément fondamental du droit international contemporain et sa violation constitue une menace très grave à l'entente et à la coopération internationales. Toutefois, l'assistance fournie aux peuples coloniaux luttant pour leur liberté n'enfreint pas ce principe.

36. La délégation kényenne estime qu'il convient de permettre au Comité spécial de poursuivre ses travaux sur les principes encore en suspens; elle votera en faveur de tout projet de résolution en ce sens.

37. M. ALBAN (Koweït) dit que les progrès réalisés par le Comité spécial ont dans l'ensemble été assez lents; cependant, il le félicite de sa persévérance. Sa délégation attache une importance particulière au principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force. Il exprime sa satisfaction aux auteurs de la proposition présentée à ce sujet au Comité spécial (voir A/7326, par. 26) et souligne l'intérêt du point 4 de cette proposition, qui protégerait les Etats contre toute atteinte à leur intégrité territoriale, empêcherait d'imposer des solutions fondées sur des faits accomplis et interdirait l'emploi de la force en vue d'acquérir de nouveaux territoires ou des avantages de quelque nature que ce soit, opposant ainsi une barrière solide aux ambitions territoriales de certains Etats. Il serait bon que l'énoncé définitif contienne une disposition aux termes de laquelle le territoire d'un Etat ne saurait faire l'objet d'une occupation militaire ni d'autres mesures de force pour quelque raison que ce soit et les situations résultant du recours illicite à la menace ou à l'emploi de la force ne sauraient être reconnues.

38. La délégation du Koweït suit également avec une grande attention l'évolution des travaux relatifs au principe de l'égalité de droits et de l'autodétermination des peuples et approuve la proposition présentée à ce sujet au Comité spécial (*ibid.*, par. 136). Il reste impossible d'appliquer le principe de l'autodétermination, qui est proclamé par la Charte, aussi longtemps que les puissances coloniales refusent d'admettre ce principe. La lutte contre la domination coloniale représente l'exercice légitime du droit de légitime défense et mérite l'appui actif de tous les peuples épris de liberté. Toutes les tentatives des puissances coloniales visant à démembrer d'autres Etats sont contraires au droit à l'autodétermination, car ces puissances cherchent à faire obstacle à la volonté des peuples autochtones et à briser leur unité nationale. Le colonialisme pourra être éliminé si tous les Etats sont disposés à s'acquitter des obligations qui leur sont imposées par la Charte. Ce qui est nécessaire, c'est une stratégie internationale visant à assurer le respect universel du droit à l'autodétermination et un plan d'action concerté en vue d'éliminer le colonialisme.

39. La tâche du Comité spécial est une noble tâche, mais ses travaux ont été entravés par des divergences d'opinion considérables auxquelles il faut remédier et par la situation regrettable qui règne dans le monde moderne. En tant que pays épris de paix, le Koweït attache une grande importance aux objectifs du Comité spécial et est convaincu qu'ils pourront être atteints si tous les intéressés se montrent patients et font preuve de la compréhension nécessaire.

La séance est levée à 17 h 25.